

NOS PROPOSITIONS POUR LILLE

10 PRIORITÉS POUR 2026 – PCF LILLE

- **Démocratie locale et services publics : une ville qui favorise la citoyenneté active pour répondre aux besoins de ses habitant·es**
- **Solidarité, santé, accessibilité : une ville qui agit pour l'égalité et l'inclusion de toutes et tous**
- **Éducation, santé, égalité des chances : une ville engagée pour l'épanouissement de chaque enfant**
- **Emploi, commerces de proximité, économie sociale et solidaire : une ville qui place l'économie au service de l'humain**
- **Autonomie, insertion, citoyenneté : une ville mobilisée pour l'avenir de sa jeunesse**
- **Mobilité, transports, stationnement : des leviers pour répondre aux défis sociaux et environnementaux**
- **Culture, sport, éducation populaire et loisirs : une ville qui favorise l'émancipation, l'engagement citoyen et la créativité**
- **Transition écologique et justice sociale : une ville agréable à vivre et respectueuse de son environnement**
- **Logements dignes, accessibles et durables : une ville qui agit pour le droit au logement pour tous**
- **Cadre de vie et tranquillité publique : une ville favorisant un environnement serein, inclusif et accueillant**



Les élections municipales 2026 se déroulent dans un contexte difficile pour la population et les communes. Les inégalités se renforcent, les ultra-riches sont de plus en plus riches alors que les personnes en situation de précarité sont appauvries. Les discours anxiogènes sur la dette publique et la guerre ne servent qu'à justifier l'austérité imposée par les libéraux sur le dos des travailleuses et travailleurs pour garantir leurs capitaux. **La paix, la justice sociale et climatique doivent passer avant les logiques du marché** ! Face à la montée des périls de droite et d'extrême droite, les villes doivent être un rempart.

Les communes sont un bouclier social, elles sont en première ligne face aux crises sociales, économiques et environnementales. Elles se retrouvent dans un rôle d'équilibriste : elles doivent compenser le désengagement de l'Etat dans les services publics utiles aux habitant·es, tout en souffrant elles-mêmes du manque de moyens pour agir.

Faisons de nos communes des lieux de résistance, de solidarité et de justice sociale. À travers ces élections municipales, nous avons l'opportunité de **défendre un projet de société ambitieux** pour Lille comme pour la MEL, **telles que la gratuité des transports en commun et la gestion des services publics en régie directe**. Nous voulons renforcer les services publics, garantir l'accès aux droits pour toutes et tous, et donner plus de pouvoir aux habitantes et habitants dans les décisions locales.

Force de propositions, le PCF défend **la nécessité d'une réforme profonde de la fiscalité** qui réponde aux exigences de justice sociale, donne les moyens aux communes de répondre aux besoins des habitant·es et de développer les services publics de proximité.

Ces axes programmatiques vont s'enrichir au fur et à mesure des échanges avec les Lilloises et Lillois, les associations, les acteurs du territoire et les organisations partenaires de gauche. Les communistes de Lille se mettent à disposition de ce travail collectif pour bâtir une ville au service de toutes et tous. **Ensemble, nous voulons construire une ville plus juste, plus verte et plus démocratique.**



Eddie Jacquemart,
chef de file des communistes de Lille

Eddie Jacquemart est un militant communiste engagé pour le **logement social** et l'**éducation populaire**.

Il est convaincu que l'émancipation par l'éducation est la base de la mobilisation pour l'accès au progrès social et sociétal.

Depuis 2020, il est conseiller municipal de Lille, délégué à l'éducation populaire, à l'accès aux loisirs et aux vacances.

Eddie Jacquemart est enfin président national d'une association de défense des droits des consommateurs et des locataires.

Démocratie locale et services publics : une ville qui favorise la citoyenneté active pour répondre aux besoins de ses habitant-es



Si des initiatives innovantes existent déjà à Lille, œuvrons pour leur appropriation et une meilleure participation des Lilloises et des Lillois, pour garantir des services publics accessibles et transparents. Pour cela nous appelons à renforcer la démocratie locale, défendre la gestion publique et restaurer l'autonomie financière des collectivités.

Nos priorités :

- **Renforcer la démocratie locale** : développer les conseils de quartier en rendant leurs réunions publiques ainsi que les budgets participatifs pour impliquer davantage les habitants dans les choix budgétaires, favoriser un droit d'interpellation du Conseil Municipal et simplifier l'organisation de référendums locaux sur les grands enjeux ou encore proposer des votations citoyennes sur des sujets importants dans les quartiers.
- **Garantir l'accès au numérique et aux démarches administratives** : accompagner les usages du numérique et développer les espaces accessibles pour lutter contre l'exclusion numérique et permettre l'accès gratuit aux outils informatiques et à Internet ; maintenir et renforcer les guichets physiques pour éviter que la dématérialisation ne devienne un frein à l'accès aux services publics.
- **Défendre et élargir les services publics, à Lille et à la MEL** : reprendre en régie publique les services essentiels tels que l'eau, les transports, les déchets et le stationnement, pour garantir une gestion transparente et orientée vers l'intérêt général, continuer à développer les services publics de proximité et l'accompagnement administratif des usagers.
- **Reconquérir l'autonomie financière des collectivités** : exiger le retour à une fiscalité locale équitable et progressive, poursuivre la mobilisation pour défendre les dotations et lutter contre les politiques d'austérité imposées aux communes tout en n'augmentant pas les impôts locaux.
- **Promouvoir une gestion publique transparente et participative sur les enjeux municipaux et communautaires** : intégrer les citoyens et les salariés dans la gouvernance des services publics (comités consultatifs, syndicats), organiser des débats réguliers sur les grands enjeux liés aux services publics, aux compétences transférées et aux projets d'envergure.
- **Améliorer le bien-être et les conditions de travail des agents de la ville** : renforcer le dialogue social et la gouvernance avec les agents, favoriser la formation et la promotion par un accompagnement individualisé des carrières, assurer la conciliation entre vie professionnelle et personnelle en étudiant notamment les modalités d'aménagements horaires, garantir le suivi de santé et le bien-être au travail, veiller à sécuriser l'emploi par un plan de titularisation des agents précaires.

Où trouver l'argent pour financer les services publics ?

Contrairement aux discours libéraux, l'austérité, la dette publique et le désengagement de l'État ne sont pas une fatalité. D'autres choix budgétaires sont possibles car oui, pour financer les services publics, de l'argent, il y en a ! Avec le PCF, nous proposons une fiscalité plus équitable et la garantie de l'autonomie budgétaire des collectivités territoriales, notamment en agissant sur ces leviers :

- **Fiscalité des multinationales et des plus riches** : mettre en place une fiscalité plus stricte sur les grandes entreprises comme celles du numérique et les GAFAM, réinstaurer un impôt sur les très grandes fortunes comme l'ISF, taxer davantage les revenus financiers et les transactions boursières pour limiter la spéculation et la prédation du capital.
- **Lutte contre l'évasion fiscale et optimisation budgétaire** : renforcer les moyens de lutte contre la fraude, réduire les niches fiscales injustes, comme les aides ou exonérations qui profitent aux plus favorisés sans garantie de retombées positives pour la population.
- **Reprendre la main sur notre industrie et notre économie** : nationaliser les secteurs stratégiques pour réinvestir les profits dans les services publics plutôt que de les voir partir en dividendes, réorienter les dépenses publiques et mieux contrôler les entreprises polluantes et grandes firmes qui ne respectent pas leurs obligations sociales et environnementales.
- **Garantir l'autonomie des communes** : réviser la fiscalité locale et les ressources propres, réindexer la Dotation Globale de Fonctionnement (DGF) allouée par l'Etat sur l'inflation et les besoins réels des collectivités, développer des régies publiques (eau, énergie, transports en commun) pour davantage de transparence des activités et que les revenus générés profitent directement à la communauté plutôt qu'à des entreprises privées.

Solidarité, santé, accessibilité : une ville qui agit pour l'égalité et l'inclusion de toutes et tous

Pour enrayer les inégalités et la précarité, il est essentiel de faire de nos communes des lieux de résistance, de solidarité et de justice sociale. Notre vision est celle d'une société inclusive où chacun-e a accès à ses droits fondamentaux, quel que soit son genre, son origine ou sa situation. Les personnes les plus vulnérables n'ont pas toujours connaissance de leurs droits ni accès aux démarches, nous proposons de les accompagner et de les informer toujours mieux.

Nos priorités :

- **Solidarité et lutte contre la pauvreté** : offrir un soutien individualisé aux personnes en situation de précarité, en facilitant l'accès à l'emploi, à l'éducation populaire et aux démarches administratives ou juridiques, pour surmonter les difficultés du quotidien mais aussi de façon durable.
- **Santé et prévention** : développer les Pôles Ressources Santé et faciliter l'installation des professionnels de santé, notamment dans les quartiers les plus touchés par le manque d'offre médicale ; renforcer les campagnes de sensibilisation (cancer du sein, maladies cardio-vasculaires...) ; développer des dispositifs contre les risques d'addiction et promouvoir le bien-être de tous, notamment à travers les actions de sport-santé en inclusion.
- **Agir contre les violences et les discriminations** : combattre toutes les formes d'exclusion et de violences, qu'elles soient basées sur le genre, l'orientation sexuelle, l'âge, l'origine ou le handicap, pour construire une société égalitaire ; lutter contre les violences sexistes et intrafamiliales en garantissant un accompagnement juridique, psychologique et social, avec des solutions d'hébergement d'urgence pour assurer la mise en sécurité immédiate des victimes.
- **Accessibilité et inclusion** : garantir l'aménagement des espaces publics et des équipements au-delà des seuils réglementaires, développer les échanges et les initiatives avec les associations pour permettre aux personnes porteuses de handicap de participer pleinement à la vie sociale et professionnelle.
- **Soutenir les seniors et renforcer les solidarités entre générations** : accompagner les personnes âgées pour préserver leur autonomie, leur vie sociale et leur qualité de vie ; valoriser l'expérience et encourager les échanges entre jeunes et aînés pour bâtir une société où chaque âge a sa place et son rôle.



Garantir l'accessibilité est une préoccupation prioritaire qui nécessite un suivi quotidien.
L'accès à la formation, à l'emploi, à la culture, aux sports, à la citoyenneté est un enjeu d'humanité.

Sylviane Delacroix, adjointe au Maire déléguée à l'inclusion des personnes en situation de handicap et à l'accessibilité 2020-2026



Campagne « Santé en danger – Hauts-de-France »

Dans notre région, se soigner est devenu un véritable parcours du combattant. Loin d'être une fatalité, cette situation est le résultat de décennies d'inaction et de politiques d'austérité qui ont fragilisé notre système de santé. Face à la pénurie de médecins et à la privatisation du système de santé, les élu-es communistes des Hauts-de-France portent une initiative régionale pour proposer des solutions.

Éducation, santé, égalité des chances : une ville engagée pour l'épanouissement de chaque enfant

En répondant aux besoins éducatifs, sociaux et de santé des plus jeunes, tout en soutenant les familles, il est possible de réduire les inégalités et de garantir que chaque enfant puisse grandir dans les meilleures conditions.

Le Projet Éducatif Global propose de nombreuses activités utiles pour l'épanouissement de l'enfant et des activités complémentaires aux disciplines enseignées à l'école. Il n'est pas question de se substituer aux compétences de l'Éducation Nationale ou des autres collectivités territoriales mais de veiller à associer tous les acteurs pour dessiner des objectifs pédagogiques cohérents. La création de postes d'enseignants et l'ouverture de nouvelles classes seront l'objet d'une réelle mobilisation de la part de nos élu-es, aux côtés des enseignant-es et des parents d'élèves.

Nos priorités :

- **Écoles publiques accueillantes et accessibles** : réhabiliter et construire des écoles et des classes dans les quartiers où la démographie l'exige ; garantir l'ouverture de classes pour les tout-petits dès deux ans ; organiser et structurer le soutien scolaire et l'aide aux devoirs ; développer la gratuité du matériel scolaire, des sorties éducatives et des activités périscolaires pour alléger la charge des familles et garantir une réelle égalité des chances.
- **Restauration scolaire saine, bio et locale** : conforter la restauration scolaire pour offrir à tous les enfants des repas équilibrés, avec des produits bio et locaux ; maintenir des tarifs accessibles et sensibiliser au gaspillage alimentaire ainsi qu'aux enjeux de santé et d'écologie.
- **Petite enfance et aide à la parentalité** : accélérer la création de places en crèches municipales et construire des établissements pour mieux répartir l'offre sur le territoire ; développer les dispositifs d'aide à la parentalité pour renforcer le lien entre parents, enfants et professionnels.
- **Prévention et santé des enfants** : défendre les capacités des centres municipaux de Protection maternelle et infantile (PMI) pour garantir un suivi médical gratuit et accessible à tous ; intensifier les actions de prévention, telles que les consultations pédiatriques, les campagnes de vaccination et la sensibilisation buccodentaire, ainsi que la promotion de l'exercice physique dans les écoles et centres de loisirs ; développer la prévention face à la surexposition aux écrans, l'éducation au numérique et à l'usage des réseaux sociaux ; renforcer la lutte contre le harcèlement scolaire.
- **Actions intergénérationnelles et éducation populaire** : soutenir l'éducation populaire, le Plan anglais et les initiatives intergénérationnelles pour enrichir le cadre éducatif des enfants et impliquer les aînés dans des projets communs, favoriser la transmission de savoirs et de valeurs, tout en renforçant la cohésion sociale.



Pour bien grandir, il faut bien manger. Nous avons redoublé d'efforts pour atteindre presque 100% de produits bio ou locaux, pour une restauration collective saine et abordable afin de garantir l'épanouissement de tous les enfants.

Karine Trottein, conseillère municipale déléguée à l'alimentation et la restauration scolaire 2020-2026



Seuls 21,8% des enfants de 3 à 10 ans atteignent les prescriptions de l'OMS en termes d'activité physique, c'est un véritable enjeu de santé publique dans lequel il nous faut investir. D'autant que le sport est aussi un outil essentiel pour l'émancipation des enfants et le vivre-ensemble.



Valentin Martin, adjoint au Maire délégué au développement du sport scolaire et périscolaire 2020-2026



Paix et coopération entre les peuples

Lille entretient des relations étroites avec une quinzaine de villes, partout en Europe et dans le monde. Nous développerons ces coopérations en vue de rapprocher les peuples et les cultures, en faveur de la Paix, partout où notre ville pourra être entendue.



Débat sur la paix et la sécurité internationale des peuples, 17/10/2024



Rassemblement pour le cessez-le-feu au Proche Orient, 05/10/2024

Emploi, commerces de proximité, économie sociale et solidaire : une ville qui place l'économie au service de l'humain

Dans un contexte marqué par la désindustrialisation, la précarité et les mutations économiques, il est crucial de replacer l'emploi et la justice sociale au cœur des politiques locales. La ville de Lille peut devenir un modèle de développement économique durable et inclusif, axé sur l'emploi local, l'insertion professionnelle et l'économie sociale et solidaire. Pour cela, nous devons encourager la participation citoyenne et la démocratie dans la sphère professionnelle.

Nos priorités :

- **Soutien à l'emploi, aux entreprises et aux salariés** : avec les acteurs du service public de l'emploi, encourager la pérennité des emplois et des petites et moyennes entreprises sur le long terme, favoriser l'accès à l'information et aux droits des salariés, déployer les opportunités de formation pour accompagner les parcours professionnels et favoriser la promotion sociale ; mettre fin à la précarité des emplois communaux pour garantir des emplois pérennes et qualifiés, renforcer le dialogue social et la gouvernance avec les agents de la ville.
- **Insertion sociale et égalité professionnelle** : diversifier les dispositifs d'insertion et organiser des temps forts (forums de l'emploi et de la formation, journées portes ouvertes, rencontres et tables rondes), accompagner l'ESAT du CCAS et renforcer les clauses d'insertion sociale dans les marchés publics, et enfin favoriser l'égalité professionnelle, notamment pour les femmes.
- **Développement local et durable** : soutenir les commerces de proximité, les marchés de plein air et la création d'épiceries solidaires afin d'encourager l'accès à une alimentation saine et locale, tout en soutenant les producteurs et commerçants indépendants ; promouvoir l'économie sociale et solidaire ; interpellier les pouvoirs publics et économiques pour la relocalisation des activités industrielles créatrices d'emplois et contribuant à la transition écologique.



Autonomie, insertion, citoyenneté : une ville mobilisée pour l'avenir de sa jeunesse

Les jeunes font face à des parcours semés d'embûches: précarité étudiante, manque de logements abordables, difficultés d'accès à la formation et à l'emploi, manque de perspectives. L'épanouissement des jeunes doit être une priorité, en leur donnant les outils nécessaires pour leur autonomie et la construction de leur avenir, en les intégrant pleinement à la vie locale et aux décisions qui les concernent directement.



Nos priorités :

- **Accompagner les jeunes et agir contre la précarité** : développer l'information et d'accompagnement des jeunes dans leurs projets et les réussites solidaires (études, formation, emploi, mobilité internationale...) en s'appuyant sur un réseau d'institutions, d'associations et d'entreprises partenaires (PIJ, missions locales, centres sociaux...) ; développer les dispositifs d'aides au permis, au BAFA ou aux projets collectifs ; renforcer le travail entre les partenaires publics, les universités et le CROUS pour répondre à l'urgence sociale étudiante, notamment en matière de logement et d'accès aux aides.
- **Promouvoir la santé et le lien social** : développer l'accès aux soins et à la santé mentale, encourager la culture de l'engagement (citoyen, associatif, syndical) et renouer avec le lien social en sortant du "tout numérique" et en assurant, avec les services universitaires, un accueil physique et un accompagnement aux démarches par du personnel qualifié et bienveillant.
- **Intégrer la jeunesse à la vie locale et démocratique** : valoriser le Conseil Local de la Jeunesse pour permettre aux jeunes de s'impliquer dans la vie municipale et de proposer des projets, favoriser l'échange entre étudiants, habitants et acteurs locaux sur les grandes thématiques culturelles et sociétales, renforcer les liens entre les jeunes et les institutions à travers des dispositifs de consultation.
- **Favoriser l'insertion professionnelle** : coordonner des bourses de stages et encourager les conventions entre la ville, les entreprises locales et les établissements d'enseignement pour multiplier les offres, favoriser l'équité dans l'accès aux stages et veiller à ce que les emplois étudiants ou saisonniers permettent d'aider les jeunes à financer leurs études sans compromettre leur réussite.

Les Jeunes
communistes

Le MJCF (Mouvement des jeunes communistes de France) porte **une vision émancipatrice et qualifiante de la formation professionnelle** :

- réinvestissement dans les **lycées professionnels**, mis à bas par des années de politiques austéritaires,
- création d'un **statut du stagiaire** permettant l'encadrement pédagogique des stages et une juste rémunération financée par le patronat via l'augmentation de la taxe d'apprentissage,
- **planification démocratique des formations**, pour répondre aux aspirations des jeunes et aux besoins industriels, sociaux et environnementaux !

Mobilité, transports, stationnement : une ville qui fait des mobilités un levier pour répondre aux défis sociaux et environnementaux



Avec l'évolution des conditions de vie et de travail dans les métropoles, l'accès aux transports est un enjeu majeur. Nous sommes convaincus que l'accès pour tous les habitants à des transports en commun performants, justement répartis sur le territoire des communes, accessibles à tous et écologiquement responsables est une priorité. Pourtant à Lille et dans l'ensemble des 95 communes qui composent la MEL, les prix des tickets et abonnements pèsent lourds sur les budgets des ménages, et les zones mal desservies rendent nécessaires le recours à la voiture individuelle. Or la voiture est responsable de fortes nuisances – bruit, pollution, embouteillages et accidents –, et son usage est rendu plus difficile avec la mise en place de ZFE, zones à faibles émissions, et du stationnement payant. Cela creuse les inégalités et aggrave la crise climatique.

Nos priorités :

- **Mobilité pour tous, gratuité et accessibilité** : instaurer pendant le mandat la gratuité des transports en commun et réduire immédiatement les tarifs pour tous, renforcer l'accessibilité pour les personnes en situation de handicap et mieux desservir les quartiers enclavés.
- **Des transports performants et écologiques, en toute sécurité** : réaménager la ville pour qu'elle soit centrée sur l'efficacité et la sécurité des mobilités douces ; améliorer la fréquence, la fiabilité et la couverture du réseau (tramways, bus, métro) avec un calendrier ambitieux d'investissements publics et favoriser l'intermodalité en facilitant les correspondances entre les différents moyens de transport.
- **Régie publique et transparence** : lancer une étude sur la mise en œuvre d'une régie publique des transports pour garantir une gestion transparente et réduire les coûts pour les usagers, identifier les responsabilités de l'exécutif de la MEL dans les dysfonctionnements du réseau de métro et impulser la création d'un conseil de surveillance citoyen.
- **Stationnement** : revenir à la gratuité du stationnement pour les riverains, développer les parkings relais pour favoriser les déplacements intermodaux et assurer la gestion en régie publique des parkings souterrains.



Culture, sport, éducation populaire et loisirs : une ville qui favorise l'émancipation, l'engagement citoyen et la créativité de ses habitant·es

La culture, l'éducation populaire et le sport sont des outils d'émancipation, pour renforcer les liens sociaux et promouvoir le vivre-ensemble. Face aux inégalités d'accès qui touchent de nombreux habitants, nous défendons la nécessité de démocratiser la culture et les loisirs, de soutenir les acteurs locaux et d'encourager les pratiques sportives et artistiques pour tous.

Nos priorités :

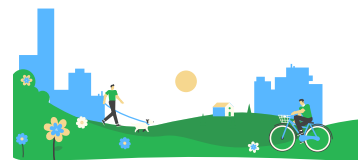
- **Rendre la culture plus accessible** : développer un maillage culturel plus équilibré dans tous les quartiers en valorisant les équipements existants (musées, médiathèques, théâtres, Maisons Folie, écoles de musique) et en diversifiant l'offre culturelle et le hors les murs, soutenir les nouveaux talents et les formes artistiques émergentes tout en accompagnant les acteurs culturels.
- **Encourager l'exercice physique et les pratiques inclusives** : renforcer l'aide à la licence sportive, favoriser le sport libre en plein air, le sport-santé, le parasport et les initiatives inclusives, soutenir les clubs sportifs et les associations pour développer des pratiques encadrées accessibles à tous, promouvoir le sport dès le plus jeune âge à travers des challenges sportifs et des rencontres entre écoles ou centres de loisirs.
- **Démocratiser les loisirs et les vacances** : multiplier les initiatives pour garantir le droit aux loisirs et aux vacances, renforcer les programmes d'aides tel que « Tous en vacances » pour proposer des séjours à tarifs réduits, offrir des activités gratuites en plein air tout au long de l'année, mettre en valeur les ressources des médiathèques, y compris dans des langues étrangères comme l'anglais.
- **Soutenir l'éducation populaire et la vie associative** : accompagner les associations dans leurs projets et structurer un réseau local d'acteurs de l'éducation populaire, valoriser le rôle des bénévoles et renforcer les liens sociaux à travers des initiatives locales, des rencontres et des activités intergénérationnelles.



En suscitant les rencontres, la découverte et la diffusion des connaissances, les associations sont le pilier de l'éducation populaire. Soutenons-les !

Eddie Jacquemart, conseiller municipal délégué à l'éducation populaire, à l'accès aux vacances et aux loisirs 2020-2026

Transition écologique et justice sociale : une ville agréable à vivre et respectueuse de son environnement



Ce grand défi qu'est la lutte contre le changement climatique doit être relevé de pair avec celui de la justice sociale. Les politiques publiques doivent pour cela inclure les principes de transition écologique dans tous les projets, notamment en matière d'habitats durables et accessibles, physiquement et socialement. Nous souhaitons intensifier la politique de verdissement, favoriser les mobilités douces et les transports en commun pour réduire la pollution.

Nos priorités :

- **Développer les mobilités douces et les transports en commun** : favoriser les mobilités alternatives et les transports en commun, étendre et sécuriser le réseau de pistes cyclables avec des stationnements spécifiques et des actions de sensibilisation, limiter la vitesse et réguler la circulation des poids lourds en ville comme sur la voie rapide urbaine.
- **Renforcer les espaces verts et la biodiversité** : créer et préserver des espaces verts et jardins partagés, intégrer systématiquement le verdissement dans tous les projets urbains et protéger les espaces naturels existants.
- **Assurer une gestion durable des ressources et des déchets** : développer une régie publique pour la distribution de l'eau dans un service unique et améliorer le tri sélectif en lien avec la MEL, promouvoir l'économie circulaire en soutenant les initiatives de recyclage, de réparation et les circuits courts.
- **Soutenir une alimentation bio, locale et abordable** : poursuivre les actions de la restauration scolaire basée sur des produits locaux, bio et de saison, en partenariat avec les agriculteurs de la région ; soutenir les commerces de proximité, les marchés de plein air et la création d'épiceries solidaires ; sensibiliser les habitant-es, notamment les enfants et leurs familles, à l'importance d'une alimentation durable par des ateliers pédagogiques et des initiatives dans les quartiers.



Défendre le train, pour le transport des personnes et pour une gestion innovante des marchandises

Réduire le trafic routier, améliorer la qualité de l'air et la santé des Lilloises et des Lillois est un enjeu d'intérêt général. Plus que toute autre, notre ville, au cœur d'un réseau routier et autoroutier particulièrement dense, est concernée : 40 % des émissions de Gaz à Effet de Serre y sont imputables au trafic routier plus qu'au plan national. C'est pourquoi nous défendons le train, aussi bien pour le transport des personnes que le transport des marchandises par fret ferroviaire.

Nous agissons pour soutenir le réseau de voies ferrées comme les lignes régionales Lille-Comines et Ascq-Orchies et pour développer la multimodalité à l'échelle nationale et européenne, exploiter les infrastructures existantes et exiger de l'Etat et de la SNCF les investissements permettant de développer le fret ferroviaire face au transport routier de marchandises comme pour Lomme-Délivrance.



Logements dignes, accessibles et durables : une ville qui agit pour le droit au logement pour tous



Le logement est un droit fondamental qui doit garantir à chaque habitant·e des conditions de vie dignes. Face à la pénurie de logements, à l'inflation sur les tarifs de l'énergie, aux logements insalubres et à la spéculation immobilière, nous proposons une stratégie ambitieuse et solidaire pour répondre aux besoins de toutes et tous.

Nos priorités :

- **Accès universel au logement** : poursuivre et renforcer l'encadrement des loyers pour limiter les abus dans le secteur privé ; renforcer la construction de logements sociaux abordables et de qualité, notamment les logements adaptés aux personnes âgées (EHPAD, résidences seniors), en favorisant la mixité sociale ; agir auprès des autres villes de la métropole pour qu'elles respectent leurs obligations et garantir une répartition équitable des logements publics ; protéger le parc locatif privé de la spéculation et des plateformes de location touristique ; garantir le maintien des offices en services publics du logement.
- **Lutte contre les logements indignes et les expulsions** : intensifier la lutte contre les marchands de sommeil et systématiser les procédures judiciaires contre les propriétaires négligents, signer des arrêtés anti-expulsion pour protéger les locataires en difficulté et travailler en collaboration avec les associations pour accompagner les locataires dans leurs démarches, développer des caisses de solidarité municipale pour éviter les expulsions.
- **Rénovation énergétique** : réhabiliter les logements existants avec des normes environnementales élevées et encourager la mise aux normes énergétiques des bâtiments publics et privés ; mieux informer sur les outils juridiques et l'accompagnement des travaux de rénovation comme la Maison de l'Habitat Durable ; développer un chauffage urbain décentralisé et durable sous gestion publique, en privilégiant les énergies renouvelables.
- **Soutien aux ménages en difficulté** : augmenter le nombre de logements d'urgence et simplifier leur attribution en lien avec les associations et bailleurs sociaux, mettre en œuvre un plan "zéro coupure" pour l'eau et l'énergie, continuer à négocier des baisses sur le coût de l'eau et promouvoir sa distribution en régie publique.

Eco-quartier
Saint-Sauveur

Un projet associant enjeux sociaux et environnementaux

Le projet d'aménagement de la friche Saint-Sauveur prévoit près de 2 000 nouveaux logements, dont deux tiers de logements sociaux et abordables, une école, des infrastructures sportives avec piscine et un grand espace vert de plus de 3 hectares. C'est un projet utile que nous continuerons de soutenir pour qu'il voie enfin le jour dans les meilleurs délais !



© Gehl Architects -
Plan du projet d'aménagement de la friche Saint-Sauveur

Cadre de vie et tranquillité publique : une ville favorisant un environnement serein, inclusif et accueillant



La qualité du cadre de vie et la tranquillité publique participent au bien-être des habitant·es. Aux côtés de l'État, les collectivités territoriales jouent un rôle primordial et doivent renforcer leur coopération avec les différents acteurs institutionnels, éducatifs et associatifs. Nous pouvons répondre aux défis contemporains en matière de sécurité et de cohésion sociale, en assurant un environnement serein, accueillant et respectueux de tous.

Nos priorités :

- **Encourager un espace public accessible et inclusif** : intégrer des principes d'urbanisme inclusif pour créer des espaces sûrs et non discriminants, favoriser la nomination des rues et équipements publics en l'honneur de personnalités progressistes et féminines pour promouvoir l'égalité et la diversité.
- **Faire des espaces publics des lieux de convivialité** : étendre l'installation de toilettes publiques gratuites et bien entretenues dans les espaces fréquentés, moderniser l'éclairage public, revenir au stationnement gratuit, développer les espaces verts et parcs pour enfants.
- **Améliorer la propreté et la gestion des déchets** : installer davantage de points de récupération de déchets, multiplier les distributeurs de sachets pour les déjections animales ; faciliter l'accès aux déchetteries et les modalités de collecte des encombrants en lien avec la MEL.
- **Favoriser la sécurité piétonne, cycliste et routière** : mettre en place des aménagements sécurisés pour les piétons et les cyclistes, renforcer la prévention et la sensibilisation aux comportements responsables sur la route avec la police municipale, améliorer les infrastructures pour garantir des déplacements sûrs et accessibles à tous.
- **Développer la prévention et la protection de la population** : lutter contre les violences sexistes et intrafamiliales en garantissant un accompagnement juridique, psychologique et social, avec des solutions d'hébergement d'urgence pour assurer la mise en sécurité immédiate des victimes ; promouvoir les actions de prévention pour sensibiliser aux dangers des drogues et aux incivilités ; renforcer la présence d'une police de proximité pour soutenir la population et assurer un lien direct avec les quartiers, amplifier la coopération entre la ville, les bailleurs sociaux, les citoyen·nes, les associations et les gardiens de la paix ; encourager la complémentarité entre la police nationale et municipale en veillant à une juste répartition des compétences.



Armement de la police municipale, c'est toujours "non" !

Plutôt que d'augmenter l'arsenal répressif des policiers municipaux, qui exacerbe les tensions et génère un climat de méfiance, nous privilégions les solutions pacifiques et une gestion des conflits qui repose sur la médiation. Pour cela il faut améliorer la protection, les conditions de travail et la rémunération des policiers municipaux, avec un soutien de l'État aux collectivités. Nous défendons la complémentarité entre les services de police municipale et nationale, ainsi que les relations de proximité et de confiance pour mieux répondre aux besoins des habitant·es.

Métropole
européenne
de Lille

Compétences de la MEL : défendons les régies publiques !

Eau, assainissement, gestion des déchets, transports, voirie, habitat... La MEL exerce un large éventail de compétences essentielles, au service des 95 communes qui la composent et de leurs habitant·es. Pour exercer ces compétences, les délégations de services publics et les prestations par des opérateurs privés sont nombreuses.

Sur chaque sujet, nous étudierons la faisabilité de réappropriation par des **régies publiques** !

PARLONS !



contact@lille.pcf.fr



lille.pcf.fr



[@PCF_Lille](https://www.instagram.com/PCF_Lille)



12 rue de Trévise, LILLE